

ARCHEIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Sculpture sous-marine, Jason Decaires Taylor

AZB 4001 Bâle
Forum Civique Européen, 4001 Bâle
Post CH AG

FRANCE

Procès France Télécom

À l'occasion de la sortie en salle du film *Par la fenêtre ou par la porte* du réalisateur Jean-Pierre Bloc, le 8 novembre 2023, nous publions cet article d'Isabelle Bourboulon qui revient sur une affaire judiciaire française visant l'entreprise France Télécom pour harcèlement moral. Les faits, sur la période 2006-2011, atteignent leur paroxysme en 2009 dans une période surnommée la «crise des suicides» – 35 suicides en 2008 et 2009 selon l'Observatoire du Stress et des mobilités forcées, les syndicats et la direction.

Le terme de management vient du verbe anglais *to manage* (gérer). On en attribue parfois l'origine au vieux français *mesnage* (ou ménage) qui, au XIIIe siècle, signifiait l'art de bien conduire les affaires du ménage. On peut aussi y voir un rapport avec le mot manège, là où l'on dresse les chevaux, ou encore avec l'italien *maneggiare* (contrôler).

À France Télécom, le terme se traduit par «faire le ménage». Car pour inciter les agents à partir dans le but de diminuer radicalement la masse salariale (objectif: 22.000 salarié·es en moins), tous les moyens et techniques du management dit «moderne» ont été employés.

Le 3 juin 2019, dans une atmosphère pesante, la Cour se penche sur trois cas de suicides et une tentative de suicide, tous survenus à France Télécom entre le 4 et le 18 mai 2008. Ghislaine Régnier, la veuve de Jean-Marc Régnier qui s'est tué par arme à feu dans la nuit du 3 au 4 mai 2008, est à la barre des témoins.

«Il aimait son travail, il aimait se rendre chez les abonné·es et avoir des contacts avec les gens. Il se donnait énormément à son travail (...). Il était d'un tempérament jovial, ouvert». Cependant, au retour de son dernier stage de formation informatique, «il n'était plus le même. Il n'en pouvait plus. Il se relevait la nuit pour regarder les schémas. Il savait qu'il n'y arriverait pas, il avait peur qu'on se moque de lui». Jean-Marc Régnier était un «lignard», un agent des lignes, aguerri aux travaux physiques. Avec le passage de l'analogique au numérique, il a dû se former à l'ADSL, sous la menace de la disparition de son emploi. Ghislaine Régnier parle d'une petite voix tenue, ponctuée de silences lourds d'émotion contenue. Récit poignant d'une dégringolade humaine à l'issue fatale. Plus tard, les prévenus viendront témoigner à moins de trois mètres d'elle, qui a regagné sa place face au tribunal. Pas un, pas un seul d'entre eux,

n'aura un mot, un regard, pour Ghislaine (on n'ose dire: «une parole d'excuse»). Au fond, peut-être est-ce mieux ainsi, car on aurait inmanquablement senti le faux, l'artificiel dans le discours.

Réorganiser pour éliminer

Comment? En imposant un ensemble de pratiques managériales dûment recommandées (et grassement rémunérées) par les grands manitous des ressources humaines – les PricewaterhouseCoopers, McKinsey, et autres Deloitte & co – qui s'inspirent de concepts anglo-saxons élaborés dans les *business schools américaines*. On remet en cause les processus antérieurs, on impose de nouveaux objectifs, on quantifie, on évalue, on exige des salarié·es d'être «proactifs» (traduction: à France Télécom, les agent·es sont tenu·es de proposer elleux-mêmes leur changement d'emploi) et on isole les individus jugés inadaptés en les poussant vers la sortie. Dans certaines entreprises, ceux-là sont désignés par le terme de «2 i», les «inadapté·es inadaptables» (un concept vraiment extravagant!). À France Télécom, les programmes se sont appelés *NExT*, *Act* ou *New Convergence*, *Performance*... Ces méthodes de management employées dans les grandes entreprises qui se restructurent durent deux ou trois ans: on améliore la marge et, une fois arrivé sur un plateau, on adopte une nouvelle méthode, un nouveau plan à court ou moyen terme. Dont l'intitulé sera en anglais: ça fait plus sérieux.

Bien souvent, les changements s'enchaînent les uns après les autres. Officiellement, pour s'adapter à l'évolution des marchés et aux nouvelles technologies. Des plateaux en *open space* aux bureaux cloisonnés, de la centralisation à la décentralisation des tâches, de la spécialisation à la polyvalence des agents, etc. Les techniques de management évoluent en fonction de «l'air du temps» ou de la littérature managériale à la mode, au rythme des besoins de renouvellement des produits proposés par les cabinets de *consulting*.

Exigences de productivité ou travail bien fait

Jean-Marc Régnier, lui, souffrait de ne pas pouvoir s'adapter à l'ADSL¹, il redoutait de devoir «*aller sur une plateforme*» (centre d'appels). Pourtant, «*il avait envie de faire cette formation, il n'y était pas allé en traînant les pieds, il s'intéressait même peut-être un peu trop*», témoigne sa veuve. Celles et ceux qui souffrent sont précisément les salarié·es qui s'investissent le plus dans leur travail, qui veulent y trouver du sens et de la reconnaissance sociale. Et lorsqu'ils ne réussissent pas à atteindre les objectifs qui leur sont fixés, ils se retrouvent en échec («*je ne suis pas à la hauteur*»). Au sentiment d'être insuffisant·e, s'ajoute la culpabilité de n'avoir pas su répondre aux prescriptions exigées. Qui n'a pas entendu son manager lui dire «*soyez autonomes, soyez créatifs*» et, dans le même temps, «*respectez les référentiels, soyez conformes aux prescriptions*»? Les psychologues savent que les paradoxes, ça rend fou. Or, on demande aux salarié·es d'être autonomes dans un monde hyper contraignant et d'être créatif·ves dans un monde hyper rationnel. Et comme les collectifs de travail ont été laminés, ils se retrouvent seul·es dans leur rapport à l'organisation.

Cette solitude est celle qui a tué André Amelot, un autre agent de France Télécom qui s'est suicidé en se pendant à son domicile, le 19 mai 2008, après une première tentative en avril. Il occupait la fonction de technicien réseaux structurants à Bernay et avait longtemps exercé cette activité en binôme. Son service étant voué à la disparition, André Amelot s'est trouvé coupé de sa communauté de travail et travaillait désormais seul. Son isolement a été encore amplifié par une modification de son organisation de travail fondée sur de nouveaux outils informatiques pour lesquels il n'a pas eu de formation. D'où un sentiment de déclassement social et professionnel exacerbé par la crainte d'être affecté à un service commercial, et l'impression douloureuse de ne plus «*servir à rien*». Or, un ressort fondamental du travail, c'est le lien à l'autre, c'est aussi l'espoir d'en tirer un sentiment de fierté, d'utilité ou une reconnaissance. Selon le psychiatre Christophe Dejours², celle-ci passe par deux épreuves principales: le jugement d'utilité (proféré par la hiérarchie) et le jugement de «*beauté*» (proféré par les pairs), qui porte sur la conformité du travail accompli avec les règles du métier et qui a un impact majeur sur l'identité. Or, celle-ci est l'armature de la santé mentale. Le

rapport au travail peut donc engendrer le meilleur mais aussi le pire: la crise d'identité et la décompensation psychopathologique.

Deux mondes radicalement étrangers

Robert Perrin s'est suicidé le 17 mai 2008 en se tirant une balle à son domicile. C'est son frère, Jean Perrin, qui s'est porté partie civile. Avec sa sœur Marie-Laure, il s'est battu pour faire reconnaître la mort de Robert comme accident du travail. À la barre, il demande à ce que l'on projette à l'écran la photo de son frère, visage heureux et souriant, car «*c'était tout de même un humain*», dit-il. Robert Perrin est combattif, il argumente, il dénonce l'insensibilité des prévenus, il est chaleureux, il est vivant; eux sont impassibles, comme totalement étrangers à ce qui se joue à ce moment précis: la mise en abîme de deux mondes qui s'ignorent radicalement. «*Mon frère se sentait bien dans l'entreprise et ne comprenait pas pourquoi il aurait du partir. Il est tombé malade quand il a appris que les horaires allaient changer et que son unité allait devoir déménager. (...) Il était d'une immense bonté, très attaché à son travail, humble et d'une humeur égale*».

Avec un acharnement qui force le respect, la Présidente du tribunal, Cécile Louis-Loyant, tente de remonter la chaîne des responsabilités à travers les organigrammes de l'entreprise. À quel niveau se prenaient les décisions? Qui a décrété la mise en œuvre du «*plan nomadisme*» (quel nom délicat!) enjoignant aux agent·es de prendre leurs instructions à distance et de rationaliser leur parcours de clientèle? Les réponses des prévenus sont vagues, confuses. L'ancien président Didier Lombard, lui, ne se souvient de rien. Amnésie totale. Au point que la présidente semble presque avoir renoncé à l'interroger tant il est évident qu'il ne sortira pas de son mutisme. Louis-Pierre Wenès, l'ancien numéro deux de l'entreprise, a adopté une stratégie de défense plus retorse: il tente de dédouaner la direction en rejetant la responsabilité des décisions d'organisation sur les responsables locaux. Même les suicides étaient traités au plan local, dit-il. D'ail-

leurs, Olivier Barberot lui-même, l'ancien DRH, n'aurait été informé des suicides qu'à partir de juillet 2009, lorsque Michel Deparis s'est tué à son tour. Dans sa lettre de suicide, celui-ci dénonçait la surcharge de travail, l'urgence permanente, la désorganisation et «*le management de la terreur. (...) Je me suicide à cause de mon travail à France Télécom. C'est la seule cause*». À cause de cette lettre, l'entreprise ne pouvait plus ignorer sa responsabilité. Nul doute que cette défense consistant à faire de quelques subalternes les boucs émissaires d'une stratégie incroyablement brutale de réduction des effectifs ne sera pas – ne devra pas être – retenue par le tribunal.

Pour ma part, je considère que la seule justification pour France Télécom de ces drames absolus qu'ont été les suicides humains, c'est l'accroissement de la rentabilité. Il n'y en a pas d'autre. Croissance du chiffre d'affaires, augmentation du taux de profit et donc intensification du travail car lui seul crée de la valeur. La fusion des télécommunications et de l'informatique a instauré la dictature du temps réel et l'immédiateté des réponses aux exigences des marchés financiers. L'association Attac³, entre autres, s'est chargée d'instruire le procès d'un capitalisme financier ravageur, en raison du toujours plus et du déséquilibre entre le capital et le travail. Or l'influence hégémonique des marchés sur l'économie actuelle est un déterminant fondamental des pratiques de management, car obtenir une rentabilité élevée du capital suppose forcément d'augmenter la productivité, donc de faire pression sur le travail.

Isabelle Bourboulon

* Journaliste indépendante, autrice notamment du *Livre noir du management* (Bayard Éditions, 2011) et de *Soleil trompeur, ITER ou le fantasme de l'énergie illimitée* (Éd. Les Petits matins, janvier 2020).

Contact pour le film et sa diffusion, envoyer un mail à [programmation\(at\)parlafenetreouparlaporte.fr](mailto:programmation(at)parlafenetreouparlaporte.fr)

1. Combien de cadres supérieur·es et dirigeant·es d'entreprise ai-je rencontrés dans ma carrière professionnelle qui ne maîtrisaient pas les nouvelles technologies. Elleux, avaient des assistants pour pallier à leur incompétence...

2. Voir, entre autres, *Suicide et travail, que faire?* PUF, 2009.

3. Dont fait partie l'autrice.

Par la fenêtre ou par la porte

C'est l'affaire France Télécom-Orange, racontée pour la première fois par celles et ceux, syndicalistes, salarié·es, agents du service public, qui ont lutté sans relâche pour la dignité au travail dans cette entreprise.

Ce film de 90 minutes raconte des décennies de combat, d'abord contre une privatisation rampante, puis contre des dirigeants dont l'unique boussole était le cours de l'action, n'hésitant pas à pousser dehors en un temps record 22.000 personnes «*par la fenêtre ou par la porte*» selon les mots de Didier Lombard, l'ancien président. Un personnel en état de choc, de nombreux suicides, deux procès, avec à la clé des peines de prison pour les dirigeants, du jamais vu pour une entreprise du CAC 40. Et la consécration d'une nouvelle arme de droit, primordiale pour les syndicalistes: le harcèlement moral institutionnel, qui ouvre une brèche importante dans un pouvoir de direction jusqu'alors inexpugnable.

Avec de nombreux témoignages, le film retrace les difficultés du syndicalisme face à l'individualisation du travail, à la tragédie des suicides, mais aussi sa capacité à s'unir et son inventivité pour faire de son combat une question d'intérêt général et l'ouvrir à toutes les composantes de la société.

En résonance avec le débat qui s'impose depuis la puissante mobilisation contre la réforme des retraites, il questionne le travail lui-même – son sens, son utilité sociale, les conditions dans lesquelles il s'exerce.

Ce film renouvelle l'image de l'univers syndical et contribuera – c'est le souhait de ses auteurs et autrices – à le rapprocher des citoyen·nes. C'est pour toute l'équipe une perspective essentielle.

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Stubbendorf 68
D-17159 Dargun
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1115,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Borkanyuka 97,
UA 90440 Nizhne Selishche
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

«Camps d'art» pour les enfants traumatisés par la guerre

Dans les guerres, les victimes les plus vulnérables sont toujours les enfants. Depuis l'été 2022, l'étudiante en cinéma Marharyta Kurbanova et la pédagogue Mariya Surzhenko organisent dans les Carpates ukrainiennes des «Camps d'art» créatifs pour les enfants et les adolescent·es traumatisés par la guerre. Notre correspondant Jürgen Kräftner les a interrogés sur leur motivation et le sens de ces camps de jeunes.

Jürgen Kräftner (JK): Comment en êtes-vous parvenues à organiser toutes les deux sept camps de jeunes en Ukraine depuis le début de la guerre fin février 2022?

Marharyta Kurbanova (MK): Je suis originaire de la ville de Donetsk, occupée par la Russie depuis 2014. De 2012 à 2017, j'ai étudié à l'École supérieure d'art de Kyiv Karpenko-Kary, puis je suis partie en Allemagne et j'étudie depuis à l'École supérieure de cinéma de Babelsberg à Potsdam. Immédiatement après l'invasion des troupes russes en février 2022, nous avons commencé, avec mon mari Anton, à aider les gens à fuir, à distribuer de l'aide humanitaire, tout simplement à faire ce dont les gens avaient le plus besoin à l'époque. Anton a rapidement retrouvé son ami d'enfance Micha, puis Patrick de l'organisation *LeaveNoOneBehind* l'a rejoint. Ensemble, ils ont décidé de créer une ONG et lui ont donné le nom de *Base_UA*.

Une fois, alors que nous aidions des gens à fuir à *Lyssytchansk* (oblast de Louhansk), c'était en juin 2022, j'ai rencontré une fillette de douze ans. Elle venait tous les jours avec son chien à notre base, où l'aide humanitaire

était distribuée. C'est aussi de là qu'on allait chercher les personnes qui voulaient fuir. Elle est venue toute seule et nous avons commencé à jouer ensemble et à parler de la vie dans cette ville fantôme. Tout était bombardé. Et je lui ai demandé comment il se faisait qu'elle se promenait toute seule dans cette ville. Elle a répondu qu'elle venait à notre base pour jouer avec les enfants qui vivaient là, dans la cave. Nous avons alors essayé des tirs d'artillerie. Tous les gens qui se trouvaient là étaient très effrayés, et Macha aussi, c'était le nom de cette fillette, elle s'est accrochée à ma main en tremblant et m'a demandé de l'emmener hors de la ville. (...)

Après cette expérience avec Macha, nous avons compris que nous voulions nous engager de manière ciblée pour les enfants de la guerre, et la première idée a été d'organiser des camps artistiques. C'était une évidence, car mon mari Anton et moi sommes tous deux cinéastes et l'art est important pour nous. J'ai alors tout de suite appelé ma meilleure amie Mariya, nous nous connaissons depuis la septième année scolaire. Mariya est pédagogue. J'ai senti que nous étions toutes les deux prédestinées à former un tandem pour ce projet. Elle était d'accord et nous avons donc réfléchi ensemble à la manière dont se déroulerait un camp de jeunes idéal auquel nous aurions nous-mêmes aimé participer à cet âge.

JK: Peut-être peux-tu encore dire quelque chose sur toi. Vous avez toutes les deux une expérience de réfugiées?

MK: Oui, je suis née à Donetsk. Mais je suis allée étudier à Kyiv avant l'occupation. J'ai déjà vécu le début de la guerre en 2014 là-bas. Mais par le biais de ma famille, j'étais bien sûr concernée. Ma grand-mère vit désormais dans un village de Louhansk occupé. Ma mère vit et travaille maintenant à Moscou, elle va de temps en temps à Donetsk pour voir notre appartement et notre chat, qui est sous la garde de la voisine.

JK: Comment est le contact?
MK: Nous nous téléphonons régulièrement via *Whatsapp*. Elle est pro-russe et nous nous sommes

beaucoup disputées, pendant un certain temps nous ne nous sommes même plus parlées. Aucun argument ne pouvait la faire changer d'avis. Nous avons alors décidé de ne pas parler de questions politiques afin de ne pas nous perdre complètement. C'est évidemment difficile, car ma vie est désormais entièrement placée sous le signe de la guerre. Nous ne nous parlons à nouveau que depuis deux mois.

JK: Et toi, Mariya, tu es aussi originaire de Donetsk?

Mariya Surzhenko (MS): Non, jusqu'à l'âge de 12 ans, j'ai grandi à Volnovacha, à mi-chemin entre Marioupol et Donetsk. Ensuite, nous avons déménagé avec ma mère à Donetsk, et c'est là que j'ai rencontré Marharyta. Depuis lors, nous y avons passé une enfance merveilleuse, pleine d'amitié et de créativité. En 2012, lorsque Marharyta est partie étudier à Kyiv, nous, toutes ses amies, l'avons accompagnée au train et avons pleuré.

En 2014, nous avons dû partir, je pensais que c'était pour quelques semaines, cela fait maintenant 9 ans. C'était en juin 2014, j'avais 19 ans et j'étais en deuxième année d'études. C'est un âge où l'on commence tout juste à entrer dans la vie adulte, et la vie nous a déjà rattrapées. Je me suis alors de plus en plus intéressée à la pédagogie, après avoir d'abord étudié la philologie, et j'ai étudié pendant trois ans au Séminaire Waldorf. Après avoir obtenu mon diplôme, j'ai d'abord travaillé dans un jardin d'enfants. Ensuite, j'ai travaillé pendant quatre ans dans une école Waldorf à Odessa. Ensuite, la grande attaque russe a commencé l'année dernière. J'ai déménagé à Lviv, car je ne me sentais pas en sécurité à Odessa. Je n'y étais pas depuis longtemps quand Marharyta m'a appelée et j'étais très heureuse à l'idée de faire quelque chose pour les jeunes et de mettre mon expérience à profit. Nous n'allions pas simplement organiser des camps, mais les concevoir vraiment en fonction des besoins des jeunes. Nous avons fait du renforcement de la résilience psychique des jeunes la priorité absolue de nos camps. Et les aider, grâce à l'expression artistique, à gérer plus facilement leurs émotions. Les sentiments négatifs doivent également être exprimés de manière artistique et laisser ensuite la place à quelque chose de nouveau. Pendant les camps, nous créons un espace protégé dans lequel iels se sentent en sécurité, sans le bruit de la guerre, il y a des adultes qui les soutiennent et iels se font des amis.

JK: Les camps de *Base_UA* ne durent que 12 jours. Est-ce suffisant pour aider un enfant de manière durable?

MS: Nos camps ne remplacent pas une thérapie. Celle-ci dure beaucoup plus longtemps. Mais il ne fait aucun doute que nos camps ont un effet thérapeutique. Après les camps, les parents nous racontent comment leurs enfants sont revenus. Nous avons de très nombreux rapports indiquant que les enfants ont un tout autre comportement. Les 12 jours de camps sont très intenses et les enfants ont le sentiment d'être acteur/trices de leur vie. Iels réalisent qu'iels peuvent exprimer leurs sentiments et les gérer. Nous avons de merveilleux témoignages d'enfants qui sont soudain beaucoup plus éveillés et chaleureux dans leur famille. Iels trouvent de nouvelles occupations



Dessin de Lera, 15 ans, de Berdiânsk, une ville portuaire de la région de Zaporijia actuellement occupée par l'armée russe. Lera est réfugiée à Kyiv.

et un sens à leur vie. Iels se débarrassent de l'apathie due au stress et retrouvent l'énergie nécessaire pour être actif/ves. Nous restons en contact avec les enfants après les camps et apprenons ainsi comment iels se portent.

MK: L'idée de base de nos camps est d'aider les jeunes à retrouver l'énergie qui est bloquée chez eux par les circonstances défavorables. Et nous les aidons à trouver des solutions créatives à leurs situations difficiles, à prendre leur vie en main. Iels réalisent soudain qu'il existe de nombreuses possibilités qu'iels n'avaient pas envisagées auparavant. Et iels apprennent à s'accepter et à accepter leurs problèmes émotionnels. Iels s'ouvrent à leur famille, certain·es cherchent même de l'aide auprès de psychologues. Nous avons par exemple un garçon, Andrij. Quand il est rentré à la maison, il a demandé à sa mère s'il pouvait la serrer dans ses bras, ce qu'il n'aurait jamais fait de lui-même auparavant. Un autre garçon a commencé à jouer de la guitare. C'était il y a un an, et il continue à en jouer tous les jours.

MS: Les enfants adoptent volontiers certaines des méthodes que nous essayons avec eux pour maîtriser leurs émotions. Nous nous mettons en cercle le matin et le soir et nous échangeons nos idées. Lors du cercle du soir, une bougie est placée au centre et il est question de la manière dont ils ont vécu la journée. Nous encourageons également les enfants à tenir une sorte de journal et à y noter leurs impressions et leurs sentiments. Nous avons appris d'une fillette qu'elle a conservé cette méthode pour elle-même, le soir elle allume une bougie et note ses sentiments dans son journal. Les enfants apprennent et utilisent ces méthodes d'autoréflexion, et lorsqu'iels se souviennent ensuite d'une chanson du camp ou dessinent quelque chose, cela les aide à se libérer de leurs sentiments négatifs. Nous donnons également aux enfants des T-shirts imprimés qu'ils aiment porter et qui leur rappellent l'ambiance positive du camp.

JK: Êtes-vous soutenues par des psychologues dans votre travail?

MK: Lors des camps dans les montagnes, nous avons une psychologue dans notre équipe. Ici, dans le village de Nijne Selichtche, nous avons pris cette responsabilité nous-mêmes. Nous avons élaboré une partie de notre programme avec un psychologue. Il y a des discussions quotidiennes avec les jeunes sur leurs sentiments. Dans les camps à la montagne, lorsqu'une psychologue est présente, il y a toujours la possibilité d'avoir des entretiens individuels. Et cela est aussi utilisé, nous avons eu de temps en temps des situations vraiment difficiles. Mais en principe, les enfants choisissent une personne de référence de notre équipe avec laquelle iels souhaitent parler de leurs soucis. Aujourd'hui par exemple, nous avons parlé avec les enfants de leur «ami intérieur». Artem, un garçon de Sievierodonetsk a fondu en larmes lorsqu'il a parlé de son meilleur ami resté dans la région occupée par les Russes. Il voulait en parler avec Genia, un membre de notre équipe, parce qu'il a également fui cette ville.

JK: Et comment vous sentez-vous ici, dans notre maison d'hôtes SargoRigo?¹

MK: C'est merveilleux, nous nous sentons comme chez nous. Nous aimons beaucoup

le fait que cette maison et ses environs soient un petit monde à part, ce qui a une influence très positive sur la dynamique de groupe. Nous restons entre nous et nous nous sentons comme une grande famille. Nous organisons aussi des camps dans des hôtels de montagne, où il y a d'autres hôtes que nous. Ici, nous sommes entre nous. La confiance s'installe donc beaucoup plus rapidement.

JK: Qu'est-ce qui distingue les camps de Base-UA des autres camps pendant la guerre?

MS: La plupart des camps se contentent d'occuper les jeunes. Pour nous, il est essentiel de leur apprendre à surmonter leurs expériences traumatisantes et à les gérer à l'avenir. Nous

ne proposons donc pas simplement des activités de loisirs, mais il s'agit de renouveler la force intérieure et de faire en sorte que les jeunes prennent conscience qu'iels peuvent surmonter leurs problèmes. Notre rêve à long terme est qu'il y ait plus de groupes et d'initiatives comme les nôtres qui travaillent avec les jeunes et échangent sur leurs expériences.

Jürgen Kräfter
Membre FCE-Ukraine

1. En français, le loriot: ancien bâtiment scolaire à Nijne Selichtche, transformé en auberge de jeunesse. Dès les premiers jours de la guerre, la maison a servi de refuge aux enfants des zones de combat. Actuellement, des séminaires et des camps artistiques y sont organisés. L'auberge est gérée par l'association locale Molotok, qui est soutenue par le Forum Civique Européen (FCE).

Le Forum Civique Européen a appris avec consternation la disparition du militant ukrainien des droits humains Maksym Butkevych dans les prisons russes. Nous nous joignons aux protestations internationales pour sa libération immédiate et, dans un premier temps, pour la divulgation de son lieu de détention. Maksym Butkevych a, depuis plus de 20 ans, participé à de nombreuses actions du Forum Civique Européen. Voici la déclaration de la branche ukrainienne du mouvement No Border.

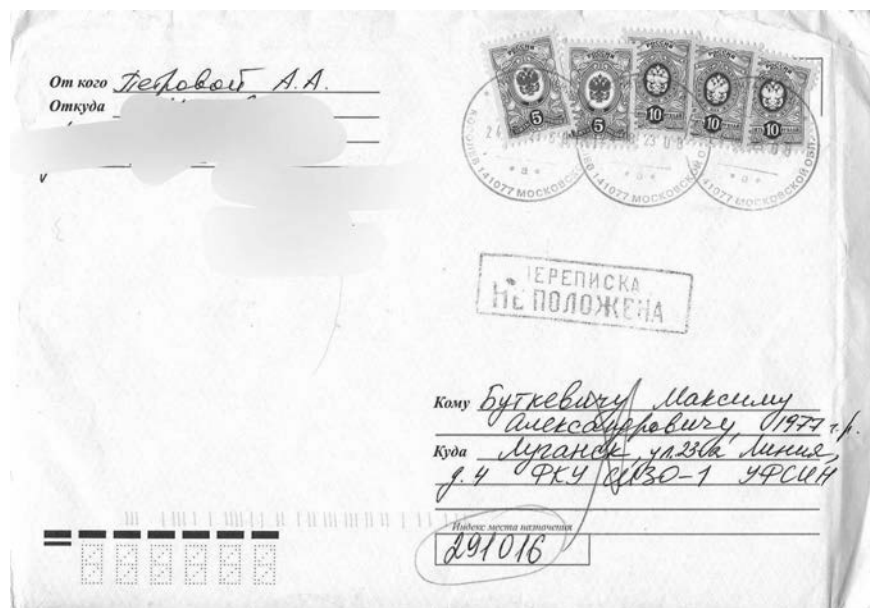
Déclaration sur la disparition du coordinateur No Border en captivité en Russie: Depuis la fin du mois d'août, on ne sait pas où se trouve le coordinateur du projet No Border, Maksym Butkevych, en captivité en Russie. Il a été transféré du centre de détention provisoire et son avocat, Leonid Solovyov, n'a reçu aucune réponse à ses demandes. Dans le même temps, les lettres d'activistes envoyées à Maksym avant son transfert sont renvoyées avec la mention «aucune correspondance n'est autorisée». Tout cela constitue une nouvelle violation des droits de Maksym Butkevych depuis sa capture en juin 2022. L'affaire contre Maksym Butkevych a été montée de toutes pièces et, en mars 2023, il a été condamné à 13 ans de prison par le soi-disant «tribunal» de la soi-disant «LPR» pour «traitement cruel de civil-es et utilisation de méthodes interdites dans le cadre d'un conflit armé». En août 2023, une cour d'appel de Moscou a confirmé la sentence, et l'avocat se pourvoit actuellement en cassation. «C'est un homme totalement innocent. Il doit être soit échangé, soit acquitté», souligne l'avocat. Le projet No Borders'associe à ces demandes et rappelle que la disparition forcée, ainsi que la privation du droit d'un-e prisonnier-e de guerre à un procès juste et régulier, est un crime de guerre de la part de la Russie. Nous appelons les autorités ukrainiennes à enquêter sur ce crime. Nous demandons à la communauté internationale de continuer à faire pression sur la Fédération de Russie pour qu'elle retrouve et libère Maksym Butkevych et tous les militaires et civil-es ukrainien-nes emprisonnés, et d'accroître les sanctions pour les violations par la Russie du droit international humanitaire et des droits humains, y compris les sanctions personnelles contre toutes les personnes impliquées dans la fabrication du dossier contre Maksym Butkevych.

No Border Ukraine

Pour en savoir plus:

Maksym Butkevych, *Libertaire, antimilitariste, engagé volontaire, prisonnier de guerre* paru en avril 2023 aux éditions Syllepse).

Et l'émission de Radio Zinzine portant le même nom, qui relaie l'appel à soutenir Maksym <http://www.zinzine-domainepublic.net/?ref=8456>.



«Correspondance refusée»

On ne dissout (vraiment) pas un soulèvement !

Le conseil d'État vient d'annuler le décret de dissolution des Soulèvements de la terre. C'est un sérieux revers pour le ministère de l'Intérieur. Cette victoire, c'est à vous que nous la devons. Aux 210 comités locaux qui ont fleuri depuis l'annonce de Darmanin, aux 150.000 personnes qui ont affirmé, «nous sommes tou-tes les Soulèvements de la terre», aux 5000 personnes qui ont déposé avec nous un recours juridique contre cette décision, au rapport de force sans précédent que nous avons instauré contre cette dissolution depuis 6 mois.

Elle vient appuyer ce que le mouvement démontre depuis 3 ans sur le terrain: nos actions de désobéissance directement impactantes sont à même de peser de tout leur poids sur le cours des événements; nous pouvons nous défendre et l'emporter face à la répression d'État; nous pourrions mettre à l'arrêt des projets dévastateurs et faire reculer des multinationales écocidaires.

En utilisant l'argument de l'absence de proportionnalité entre les actions du mouvement et la violence d'une dissolution, le Conseil d'État confirme, à notre sens, l'idée que face au ravage des acteurs privés, de l'agriculture intensive, de l'accaparement de l'eau, nos modes d'actions puissent et doivent être considérés comme légitimes. Cette décision est porteuse d'espérance pour la suite du nécessaire combat que nous devons mener face aux destructions en cours.

Mais nous ne sommes pas dupes. Cette décision prend aussi acte du rapport de force que nous avons instauré et de l'incroyable soutien dont nous avons bénéficié. Au fond, ils savaient que cette dissolution serait inapplicable en raison du soulèvement de solidarités qu'elle était sur le point de provoquer. Le Conseil d'État a acté qu'on ne pouvait pas dissoudre un soulèvement.

Pour autant, la jurisprudence qu'instaure la décision rendue aujourd'hui par le Conseil d'État n'en reste pas moins profondément liberticide sur d'autres aspects. La dissolution de Groupe Antifasciste de Lyon et Environs

(GALE) et de la Coordination Contre le Racisme et l'Islamophobie (CRI) constitue un dangereux précédent. Elle avalise une définition extrêmement large de la notion de provocation. Ainsi, il suffit qu'un mouvement anti-raciste dénonce l'islamophobie pour se voir dissout. Il suffit qu'un mouvement antifasciste dénonce et critique les récurrentes violences policières et l'hégémonie de l'extrême droite pour qu'il n'ait plus de droit d'être.

Cette concession du Conseil d'État face aux Soulèvements de la terre doit devenir un levier pour toutes celles et ceux qui veulent lutter contre les mesures liberticides de la Loi séparatisme. Nous aspirons à ce que cette victoire puisse servir, pour que plus jamais nous ne laissions le gouvernement dissoudre des collectifs issus des luttes sociales, écologiques et anti-racistes.

Dans les semaines et mois qui viennent, nous ferons front ensemble contre les mesures d'exception ignominieuses de ce gouvernement. Nous viserons à développer les solidarités avec les travailleuses des champs ou des Jeux olympiques étrangers ou en exil, et face à la Loi immigration qui arrive. Nous allons également amplifier les actions des Soulèvements de la terre avec des coordinations locales, multiplier les blocages, les occupations et les désarmements pour défendre la terre et l'eau comme communs: à Castres contre l'A69, dans le bocage de Loire-Atlantique pour stopper les exten-

sions de carrières, en Maurienne contre le percement du Lyon-Turin, aux Vâtes pour défendre les jardins ouvriers bisontins, contre l'aménagement marchand du glacier de la Girose, contre l'implantation d'un entrepôt logistique en Île de France sur un îlot de biodiversité, la construction d'une méga-bassine en Limousin ou l'accaparement des terres agricoles par des fonds spéculatifs...

Déjà, de larges coalitions appellent à des journées d'action contre Lafarge et le monde du béton du 9 au 12 décembre (<https://les-soulevementsdelaterre.org/blog/appele-international-a-des-journees-d-actions-contre-la-farge-et-le-monde-du-beton>).

Et les 20 et 21 juillet prochain, le front anti-bassines annonce d'ores et déjà une nouvelle mobilisation internationale dans les champs du Poitou. Ce sera l'occasion de confluer plus massivement que jamais pour la défense de la terre et de l'eau (<https://les-soulevementsdelaterre.org/blog/20-21-juillet-2024-stop-mega-bassines-prochaine-mobilisation-internationale>).

A tout de suite, dans les rues et sur les zones industrielles, sur les champs et au cœur des bocages.

On ne dissout (vraiment) pas un soulèvement!

Communiqué des
Soulèvements de la terre

Fondation et Prix Paul Grüniger*

Le Prix Paul Grüniger 2023, d'un montant de 50.000 CHF, a été attribué à l'enseignante polonaise Paulina Weremiuk pour son aide aux réfugiés. Elle est originaire de Narewka, un village bilingue du nord-est de la Pologne, près de la forêt primaire de Bialowieza à la frontière entre la Pologne et le Bélarus où, au sein d'un réseau de bénévoles, elle porte secours aux migrants bloqués là, en grande détresse, dans ce *no man's land*.

La Fondation Paul Grüniger a également décerné un prix «Reconnaissance» d'un montant de 10.000 CHF à Ayse Gökkan, féministe kurde et défenseuse des droits humains. Ayse Gökkan étant actuellement incarcérée à Ankara, c'est son avocate qui s'est rendue à Saint-Gall pour recevoir le prix.

Dans les années 1938 et 1939, le capitaine de police saint-gallois Paul Grüniger (1891-1972) avait sauvé plusieurs centaines de réfugiés, juifs ou autres, de la persécution et de l'extermination nazies. Malgré le blocage de la frontière suisse, il les avait accueillis à Saint-Gall, ne tenant pas compte des directives de la Confédération et enfreignant même des lois pour protéger ces réfugiés. Paul Grüniger fut licencié, poursuivi en justice et condamné. Ce n'est qu'en 1995 que le tribunal de district de Saint-Gall le réhabilita. En sa mémoire, ses descendants créèrent à l'automne 1998 la Fondation Paul Grüniger. Elle décerne périodiquement un prix pour récompenser une humanité et un courage particuliers.

* <www.paul-grueninger.ch>



Photo Soulèvements de la terre

Les populations civiles - une masse de manœuvre sans valeur

Le Proche-Orient se transforme en une géographie sans droits. Le sud d'Israël, Gaza et le Rojava: ici, les gens sont de plus en plus tolérés comme une masse de manœuvre sans valeur.

Une semaine à peine après l'attaque du Hamas en Israël, la journaliste israélienne Amira Hass adressait une lettre ouverte au chancelier allemand Olaf Scholz: la tâche du gouvernement allemand est de «stopper maintenant la campagne de destruction par Israël», écrit-elle dans sa lettre publiée dans le journal israélien *Haaretz*. Elle y accuse le gouvernement Scholz d'avoir trahi sa «responsabilité née de l'Holocauste». En soutenant sans réserve Tel Aviv, Berlin donne «un chèque en blanc à un Israël blessé, meurtri, pour détruire, anéantir et tuer sans retenue». Amira Hass avertissait que le chancelier allemand risquait ainsi de «nous impliquer toutes dans une guerre régionale, voire dans une troisième guerre mondiale, qui mettrait également en danger la survie d'Israël, sa sécurité et son existence».

Vers un État de droit digne de l'Ancien Testament

Quelle est la couleur d'un jour où 1400 personnes sont assassinées au hasard, où des femmes sont violées, où des enfants en bas âge sont décapités, où plus de 200 personnes sont prises en otage et où des milliers et des milliers de personnes sont en état de choc? Le 7 octobre, lorsque l'orgie de violence du Hamas palestinien a répan- du en Israël un sentiment de menace permanente, est entré dans l'histoire récente de ce pays comme le «jour le plus noir».

Le chancelier allemand Olaf Scholz s'est immédiatement rendu à Tel Aviv et a assuré ses interlocuteur/trices israélien-nes du soutien inconditionnel de la République fédérale: «Notre propre histoire, notre responsabilité née de l'Holocauste, nous donne le devoir éternel de nous porter garant-es de l'existence et de la sécurité de l'État d'Israël». Cette assurance a également été donnée à Israël par le président américain Joe Biden en personne et par d'innombrables chef-fes de gouvernement européens. Trois semaines plus tard, l'Occident, à quelques exceptions près, accorde la priorité absolue au droit d'Israël à l'autodéfense.

Immédiatement après l'attentat du Hamas, Israël a complètement bouclé la bande de Gaza. Tout approvisionnement en nourriture, en eau potable, en médicaments, en électricité et en carburant a été suspendu. Trois semaines plus tard, les 2,2 millions d'habitants de Gaza sont toujours sans eau, sans nourriture, sans médicaments et sans carburant. La ville de Gaza, qui comptait encore 1,1 million d'habitants il y a un mois, a été en grande partie transformée en ruines avec les frappes aériennes israéliennes ininterrompues. Selon les organisations de défense des droits humains, plus de 700.000 femmes,

enfants et personnes âgées errent désormais dans le sud de la bande de Gaza, affamés et désespérés, dans la peur panique de ne pas pouvoir survivre, dans la crainte d'être expulsés.

Selon des sources locales, la guerre aurait déjà coûté la vie à plus de 8000 personnes, dont plus de 3500 enfants.¹ Dans un récent article d'opinion publié dans le *Guardian* britannique, le diplomate suisse et chef de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) Philippe Lazzarini a qualifié la bande de Gaza de «cimetière d'une population prise au piège entre la guerre, le siège et les privations». Il a ajouté: «L'histoire demandera pourquoi le monde n'a pas eu le courage d'agir avec détermination pour mettre fin à cet enfer sur terre».

Erdogan se positionne comme le «sauveur des Palestiniens»

La guerre à Gaza a creusé d'un seul coup le fossé entre le monde occidental et le monde des musulmanes et du soi-disant «Sud global». «Combien de tonnes de bombes doivent encore tomber sur la bande de Gaza, combien d'enfants doivent encore mourir pour que les Européen-nes appellent enfin à un cessez-le-feu?», a demandé avec colère le président turc Recep Tayyip Erdoğan jeudi dernier. Les chefs d'État et de gouvernements de l'UE venaient d'insister une fois de plus, dans un communiqué commun, sur le droit d'Israël à se défendre. Ils n'ont mentionné qu'en passant le fait qu'Israël, en tant que belligérant, a également le devoir d'épargner les civil-es, conformément au droit international en vigueur.

Le président turc est un populiste rusé. Il sent ce que la rue en Palestine, dans le monde arabe et en Turquie veut entendre de lui: les pays occidentaux prétendent défendre les droits humains, mais les ignorent «parce qu'à Gaza, c'est le sang des musulmans qui coule», a-t-il déclaré samedi dernier devant une manifestation pro-palestinienne à Istanbul. Ce n'est pas seulement dans cette guerre qu'Erdoğan se positionne en tant que défenseur des Palestiniens en tant que telles et des masses musulmanes opprimées en général. Bombarder des personnes innocentes qui se réfugient dans les mosquées, les écoles et les appartements est un «crime contre l'humanité qui équivaut presque à un génocide», a-t-il déclaré. Et il a qualifié le Hamas de «groupe de combattants de la libération et de moudjahidin qui se bat pour protéger son pays et ses citoyen-nes».

Les foules, plus d'un million de manifestant-es selon les organisateurs, ont applaudi frénétiquement leur président – la souffrance



des Palestiniens les émeut sans aucun doute. La souffrance inconcevable causée par le Hamas est justifiée par l'histoire et disparaît rapidement de la mémoire. Pour des raisons de sécurité, Israël a retiré ses diplomates de Turquie – le rapprochement israélo-turc auquel les deux pays avaient aspiré ces derniers mois est lui aussi en ruines.

Des parallèles bouleversants

Alors qu'Erdoğan dénonce publiquement le fait qu'Israël punit collectivement les civil-es en Palestine, en violation flagrante du droit international, son gouvernement utilise lui aussi la pratique de Benjamin Netanyahu: après un attentat terroriste perpétré par deux membres du Parti des travailleurs kurdes (PKK) dans le centre d'Ankara le 1er octobre, l'armée de l'air turque a bombardé le nord de la Syrie kurde, le Rojava, entre le 5 et le 9 octobre, de manière indiscriminée: des mosquées, des écoles, des installations hydrauliques et des villages ont été détruits et 17 sites pétroliers importants, dont la centrale électrique vitale de Sweidiya, ont été touchés. Deux hôpitaux dans



Peinture Hamas Bakkour, 2012

les régions de Cizirê et de Kobané ont dû cesser complètement leurs activités; des milliers d'enfants ont interrompu leurs études; 44 personnes ont perdu la vie. Selon l'administration autonome kurde, les frappes aériennes turques auraient détruit jusqu'à 80% des infrastructures locales.

Les attaques contre le secteur pétrolier du nord-est de la Syrie, y compris les services de gaz et de carburant, affecteront donc à long terme la vie d'environ quatre millions de personnes. Pendant des années, les Kurdes du nord de la Syrie ont combattu les djihadistes de l'État islamique (EI) aux côtés des alliés occidentaux et espéraient pouvoir vivre en paix chez eux après la défaite de l'EI. Les attaques massives de la Turquie ont également répandu un sentiment de menace permanente au Rojava. Des milliers et des milliers de personnes voient leur existence menacée.

La violence ne s'arrête pas aux frontières de Gaza. Ce qui unit Benjamin Netanyahu et Recep Tayyip Erdoğan, c'est leur orientation nationaliste de droite et leur volonté de tout mettre en jeu pour

se maintenir au pouvoir. Pour cela, les deux politiciens au pouvoir dépendent de partis plus petits et encore plus extrêmes: Alors qu'en Israël, le parti des colons préconise une «intégration de la Palestine sans les Palestiniens», Devlet Bahçeli, le président du Parti du mouvement nationaliste turc (MHP) raciste, insiste sur la création d'une «zone de sécurité turque» le long de toute la frontière de la Turquie avec la Syrie et l'Irak. Celle-ci devrait s'étendre jusqu'à 30 kilomètres de profondeur à l'intérieur du territoire des pays voisins et, selon les idées de Bahçeli, être débarrassée des Kurdes qui ne sont pas dévoués à la Turquie. Depuis qu'Erdoğan a conclu cette sinistre alliance avec le MHP en 2016, l'armée turque mène de fait une guerre ininterrompue dans le nord de la Syrie et de l'Irak, peuplé par des Kurdes.

Les appels pressants de l'ONU et de la Croix-Rouge internationale à épargner les civils à Gaza sont restés sans effet. Netanyahu et Erdoğan pensent pouvoir faire fi de leurs obligations internationales respectives et du droit international; c'est aussi l'arrogance du pouvoir qui les unit.

Rien d'autre qu'une masse de manœuvre sans valeur?

Famine, guerre et expulsion: le Haut-Karabagh du Caucase du Sud, autrefois peuplé d'Arméniens, a-t-il été le théâtre d'une répétition générale d'un modèle qui doit désormais être utilisé en priorité ailleurs? Pendant des mois, l'Azerbaïdjan a assiégé le petit Haut-Karabagh² sécessionniste et n'a laissé passer aucune nourriture, aucun médicament ni aucun carburant. Le 19 septembre dernier, son armée a lancé la dernière guerre pour le Haut-Karabagh. Un jour plus tard, Ilham Aliyev, despote de l'Azerbaïdjan et enfant chéri d'Erdoğan, déclarait sa victoire et ouvrait la frontière avec l'Arménie. À l'exception d'un millier de personnes âgées et infirmes, en l'espace d'une semaine, plus de 100.000 personnes ont quitté leur patrie ancestrale pour l'Arménie. Sur les nouvelles cartes de l'Azerbaïdjan qui circulent déjà, il n'y a aucune trace du Haut-Karabagh. Comme si cette culture millénaire n'avait jamais existé dans cet espace géographique.

«Arrêtez maintenant la campagne de destruction par Israël», demandait mi-octobre la journaliste israélienne Amira Hass. «Arrêtez

la campagne de destruction par la Turquie», ont également demandé les Kurdes du nord de la Syrie; iels n'ont guère été remarqués par l'opinion publique mondiale. Jusqu'à présent, la communauté internationale a préféré percevoir la guerre en Ukraine, les tueries dans le sud d'Israël, l'horreur à Gaza, la destruction généralisée des infrastructures au Rojava et l'expulsion des Arméniens du Karabagh comme des catastrophes isolées et y réagir de manière sélective. Mais tant que les peines infligées aux mêmes crimes seront différentes, les despotes saisiront l'occasion de taxer le monde occidental d'«hypocrisie» et de morale à double standard, et créeront de nouveaux espaces de non-droit dans lesquels les gens ne seront que ballottés comme une masse de manœuvre sans valeur.

Amalia van Gent*

* Correspondante en Turquie de la NZZ, la *Neue Zürcher Zeitung* (Nouvelle gazette zurichoise) un quotidien suisse, considéré comme le journal de référence en langue allemande.

1. Cet article a été écrit le 10 octobre dernier. Entre-temps, le nombre de personnes tuées est bien plus élevé.
2. Voir *Archipel* N°330, de novembre 2023: «Haut-Karabagh, après la capitulation, un nouveau conflit menace», de la même autrice.

MIGRATION/ITALIE

Voyage solidaire au sud de l'Italie

En collaboration avec le centre environnemental Öko & Fair de Gauting en Allemagne, la Citykirche Offener St. Jakob de Zurich a organisé un voyage en groupe dans les Pouilles et en Calabre. L'autrice de cette article faisait partie de ce groupe de personnes engagées.

Le film *Le nouvel évangile* a été le déclencheur et la motivation de Verena Mühlethaler, pasteur de la Citykirche. Dans la ville de Matera, au sud de l'Italie, le réalisateur suisse Milo Rau a mis en scène la Passion d'une société marquée par l'injustice et l'inégalité. Les réfugiés désespérés arrivés en Europe par la Méditerranée sont réduits en esclavage dans les champs de tomates du sud de l'Italie, exploités par la mafia et vivent dans des conditions inhumaines dans de véritables ghettos – rien qu'en Italie, cela représente plus de 500.000 personnes.

Le militant politique camerounais Yvan Sagnet, qui incarne Jésus dans le film, a fondé avec les petites paysannes du coin la *Révolution de la dignité*, une campagne politique qui lutte pour les droits des migrant·es.

Casa Sankara

La première étape du voyage a été l'association *Ghetto Out - Casa Sankara* à San Severo, dans la province de Foggia. Les responsables du projet, Hervé et Mbaye, tous deux originaires du Sénégal, racontent: «Ce projet est une mission contre l'exploitation des migrant·es. Nous sommes une «associazione». Des personnes de 13 nationalités différentes, âgées de 19 à 60 ans, vivent ici. Actuellement, 420 hommes vivent dans notre village de conteneurs, 80% d'entre eux ont

un permis de séjour. Il est très important pour les hommes d'avoir une adresse, sinon aucun contrat de travail ne peut être établi et aucun permis de séjour n'est alors possible. Nous proposons des cours de langue et différents ateliers et soutenons les migrants dans les questions juridiques avec des avocats. Les tomates poussent sur 16 ha. Les tomates sont pour nous un symbole d'exploitation – nos tomates, en revanche, sont récoltées dans des conditions équitables.

Nous voulons bientôt cultiver d'autres légumes (gombo, pois, etc.); notre objectif est l'autosuffisance. 50 hommes travaillent sur nos propres terres, les autres dans d'autres champs, mais tous avec de bons contrats (qui respectent les directives nationales). Le salaire est de 7 à 8 euros de l'heure ou de 50 à 60 euros par jour. L'objectif est de sortir les gens des ghettos et de leur permettre de mener à nouveau une vie autonome dans la dignité. Nous, les dirigeants de projet du Sénégal, nous agissons en fonction de notre foi, nous sommes un peu des fous...»

Ghetto sur l'ancien aéroport

En second lieu, nous rencontrons à Foggia Yvan Sagnet, l'ingénieur camerounais et acteur de Jésus dans le film *Le Nouvel Évangile*. Pour financer ses études en Italie, il a été «employé» comme récolteur dans les champs

de tomates des Pouilles et y a appris à ses dépens les conditions de travail inhumaines. Il a initié une grève de plusieurs semaines des travailleur·euses, qui a eu un grand retentissement dans l'opinion publique, et a fondé *NO CAP* en 2011. L'organisation lutte contre le système dit de *caporalato* dans l'agriculture italienne. Ce système est contrôlé par la mafia qui utilise des «surveillant·es» pour exiger, par la violence et le chantage sans scrupules, des travailleur·euses de la récolte, pour la plupart africains, dans les ghettos. Une partie de leur salaire déjà faible est retenu pour le transport, la location de tentes en bâche plastique et les bouteilles d'eau. Le système profite de la vulnérabilité des personnes parce qu'elles n'ont pas de papiers, que leur demande d'asile a été rejetée et qu'elles risquent d'être expulsées. Les travailleur·euses gagnent 3 euros de l'heure pour 48 heures par semaine.

Avec Yvan, nous nous rendons dans le plus grand ghetto de la région: Borgo Mezzanone – un parmi une vingtaine – qui accueille jusqu'à 7.000 récolteur·euses selon la saison. Dans la région, 50.000 personnes vivent dans ces conditions proches de l'esclavage, et elles seraient 500.000 dans toute l'Italie. À Borgo Mezzanone, les habitant·es ont installé leur cabane ou leur tente sur les pistes d'un ancien aéroport et vivent ici en auto-organisation, il y a aussi de simples magasins et de modestes «restaurants». L'ambiance est tendue lors de la traversée du ghetto, on distingue un incendie à quelque distance, nous distinguons des cabanes rudimentaires en bois, en tôle ondulée ou en plastique, des ordures, quelques hommes dans des vêtements de fortune, quelques poules et chèvres.

Transformation biologique

Maria Luisa, la directrice de *Primabio* à Rignano Garganico, nous fait visiter les lieux et nous montre les installations et les machines où sont transformés les tomates, les brocolis, les asperges et les poivrons – le tout en qualité bio. *Primabio* travaille également en collaboration avec *NO CAP*. Yvan nous parle de *NO CAP*: «L'association compte 500 personnes sous contrat qui gagnent 42 à 44 euros par jour pour 6 ½ heures de travail. Les paysans et paysannes travaillent volontiers avec nous, tous les produits sont certifiés bio et récoltés dans des conditions équitables. 20 employé·es et 100 bénévoles travaillent pour *NO CAP*. Les travailleur·euses sont sorties du ghetto, et logent au Villaggio Don Bosco de la fondation Emmaüs. Après la récolte des tomates, iels peuvent continuer à travailler dans une autre région – iels ne doivent plus jamais retourner dans le ghetto. *NO CAP* fournit des emplois et des logements. Ma motivation: la foi et le désir d'aider les gens à retrouver leur dignité. C'est important que vous soyez là et que vous racontiez!».

Casa Betania

Le bâtiment pour la *Maison de la dignité* à Serra Marina di Bernalda a été mis à disposition par Caritas, rénové et offre un foyer à environ 30 migrant·es. Nous sommes accueilli·es par Mouidy, un Soudanais. Arrivé en Italie en tant que réfugié il y a dix ans, il a depuis fait des études et a un emploi de conseiller en intégration. Il fait également

office de concierge à la *Casa*. Don Antonio nous rejoint – il se définit comme un prêtre révolutionnaire. Tous deux évoquent les conditions de vie catastrophiques dans les ghettos à proximité et soulignent que la collaboration avec *NO CAP* est une bénédiction. La *Casa Betania* propose une formation agricole spécialisée à l'aide d'essais sur le terrain. Le projet est basé sur l'apprentissage interactif, qui va de la préparation du sol au produit fini qu'est l'alimentation. La philosophie est de protéger la nature, de préserver l'éthique et de donner de la dignité aux personnes. Mouidy insiste sur le fait qu'il faut un changement de paradigme dans la pensée et le comportement des Africain·es – passer d'une attitude de victime à une attitude de responsabilité personnelle.

Matera, le ghetto de Tendopoli à San Ferdinando près de Rosarno et Riace ont été d'autres étapes de notre voyage. Nous avons aussi questionné des femmes partout où nous sommes allé·es. La réponse était généralement la même: les femmes et les enfants ne vivraient pas dans des ghettos, recevraient plus de soutien et souvent des logements dans les villages ou les villes, mais travailleraient souvent comme prostituées... Malheureusement, nous n'avons pas eu assez de temps pour vérifier ces affirmations et rencontrer des organisations qui s'occupent spécifiquement des femmes. Espérons que cela sera possible une autre fois.

Que pouvons-nous faire?

Malheureusement, les produits *NO CAP* ne sont disponibles que dans quelques magasins en Suisse. Plus *NO CAP* aura d'acheteur·euses sûr·es, plus il sera possible de sortir les migrant·es des ghettos et de travailler avec des contrats équitables. Les lecteurs et lectrices qui ont accès à des magasins et qui souhaitent soutenir la vente de produits équitables peuvent s'adresser à l'adresse suivante: info(chez)oeko-und-fair.de en Allemagne. Pour info, le 17 janvier 2024, une exposition de photos avec de plus amples informations sur le voyage sera inaugurée dans la Citykirche Offener St. Jakob à Zurich.

Margrit Moser
militante, enseignante à la retraite et
assistante sociale

Pour plus d'informations :
<https://www.assoziazionenocap.it>
<https://nocap.oeko-und-fair.de>
<https://www.casasankara.it>
<https://primabio.farm>
<https://nocap.oeko-und-fair.de/casa-betania-house-of-dignity>

A VOS POSTES!



Une nouvelle émission sur Radio Zinzine: «Le bout du monde du coin de la rue se veut un magazine de reportage local (quoi que veuille dire ce mot. Le local, peut-être que ce sera là où je me trouve...), hors de l'urgence de l'information, à vocation mensuelle.»

La première, portait sur *le moulin de Gouvan*, un moulin à huile d'olive du XV^e siècle à Forcalquier. Une visite de ce moulin avec son propriétaire et restaurateur, André-Michel Breger, oléiculteur, producteur récoltant. Nous nous baladons autour de ce moulin moyenâgeux, et nous abordons aussi les techniques d'oléiculture, ce qu'est une huile d'olive de qualité, etc. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8526>

Le mois dernier, Cédric, l'animateur de l'émission, était à Istanbul. Ça a donné: *À la recherche des 100 ans de la république turque*. Le 29 octobre 2023 est la date commémorant les cent ans de la proclamation de la république turque. Présent à Istanbul début octobre, je suis parti à la recherche des commémorations. Ce fut l'occasion d'une balade sonore dans Istanbul, ponctuée d'interviews de personnes militant·es, écolo, LGBTI+, du mouvement social, qui sont l'occasion d'évoquer leurs relation à l'identité turque. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8726>

Et puis encore, la dernière livraison de *Raconte-moi autrement les OGM*, intitulée *OGM, les tractations bruxelloises pour les rendre invisibles*. Dans cette septième émission, Eric Meunier de l'équipe d'Inf'OGM, nous parle de l'actualité brûlante bruxelloise au sujet des OGM. Le 5 juillet 2023, la Commission Européenne a publié une proposition très inquiétante de nouvelle directive qui déreglementerait tous les OGM. La conséquence: plus de contrôles sur les risques, plus de transparence, plus d'étiquetage. L'industrie et certains pays, notamment l'Espagne qui préside actuellement l'UE, mettent une très forte pression pour adopter une telle directive le plus rapidement possible, avant que les opinions publiques et les associations puissent en être informées et la contester. Quant à la France, elle est maîtresse de l'esbroufe politique. <http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=8201>
L'équipe Zinzine

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays: Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johannis-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans